



Communiqué de presse

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Karine Gentelet, nouvelle titulaire de la Chaire Abeona - ENS-PSL - OBVIA

Intelligence artificielle et justice sociale

Québec, le 9 septembre 2020. - La chaire Abeona-École normale supérieure (ENS)-Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique (OBVIA) a le plaisir de présenter l'heureuse récipiendaire 2020-2021 la P^{re} Karine Gentelet au concours IA et justice sociale, succédant ainsi à la P^{re} Kate Crawford de AI Now Institute, à New York. Cette chaire permet à un·e professeur·e invité·e de développer, pendant une année, des travaux sur l'intelligence artificielle (IA) et la justice sociale et d'interagir avec les chercheur·e·s des écosystèmes parisien et québécois dans les secteurs de l'IA, des sciences humaines et sociales et de la santé, qui donneront lieu à des séries de séminaires et d'événements publics.

Le projet de recherche

Justice sociale et intelligence artificielle : la gouvernance citoyenne pour renverser l'invisibilité dans les algorithmes et la discrimination dans leurs usages

Les rapports de pouvoir inéquitables sont le produit de l'imposition de structures hégémoniques dominantes ou de processus historiques de colonisation. Peu de recherches se concentrent sur les usages, les stratégies et les solutions avancées par les groupes, communautés et les personnes affectées par les technologies numériques. Ces usagers ont pourtant des besoins ou des préoccupations par rapport notamment aux usages et au déploiement des technologies d'IA qui sont très probablement très différents des institutions étatiques et acteurs privés.

Leur participation à la gouvernance est devenue indispensable d'un point de vue démocratique. Leur participation est aussi fondamentale pour limiter et contrôler les biais et discriminations liés aux technologies d'IA de leurs conceptions à leurs usages. Pourtant, et très souvent, l'angle de ces analyses porte sur les effets (positifs ou négatifs), mais rarement sur les modalités de leur participation ou de leur inclusion dans les modes de

gouvernance des données, des technologies et de leurs usages. Or, toutes et tous expriment le besoin, voire l'urgence, d'être non seulement consultés, mais inclus dans les modes de gouvernance puisqu'ils sont, en substance, les premiers affectés par ces technologies développées et mises en œuvre sans leurs expertises et leurs savoirs expérientiels tels qu'eux-mêmes se les représentent. Les défis actuels sont donc d'implanter des processus adéquats de gouvernance citoyenne des données, des algorithmes et des modes de régulation des usages de ces technologies. Dans un monde qui repose de plus en plus sur les technologies de l'IA et du numérique, cette gouvernance citoyenne représente un enjeu de justice sociale de première importance.

Les travaux de la Chaire interviendront dans un contexte de pandémie qu'il sera difficile d'ignorer étant donné les incidences sur la dynamique des interactions sociales, la vie démocratique, les droits fondamentaux, et définitivement l'omniprésence des technologies d'IA pour aider à la prise de décision. En outre, la crise sociale, sanitaire et économique mondiale post-COVID-19 qui se profile pour les années à venir va faire en sorte que le recours aux technologies risque d'aller croissant soit pour permettre de faciliter les interactions démocratiques, soit pour réaliser des économies monétaires. En ce sens, on peut s'attendre à une accélération de la dématérialisation des interactions sociales et politiques et de la donnification (*datafication*) de la société. Il apparaît alors d'autant plus important de proposer une réflexion sur les modalités de la participation citoyenne dans la gouvernance des données, des systèmes d'intelligence artificielle et de l'usage de ces technologies à un niveau local et un niveau global.

À propos de Karine Gentelet

Karine Gentelet, Ph.D., est professeure agrégée de sociologie au département de sciences sociales à l'[Université du Québec en Outaouais](#) et sera professeure invitée à l'Université Laval. Ses intérêts de recherche et ses publications portent sur la reconnaissance des droits des peuples autochtones, l'usage de la technologie numérique et l'intelligence artificielle au service de la justice sociale, l'éthique de la recherche en contexte autochtone et la responsabilité sociale des chercheurs.



Karine Gentelet est chercheure au [Centre interuniversitaire de recherche et d'études autochtones](#) (CIERA) de l'Université Laval, au [Laboratoire de cyberjustice](#) au sein duquel elle dirige un projet de recherche sur l'autonomisation par l'intelligence artificielle des populations marginalisées. Elle est également co-responsable de l'axe Relations internationales, action humanitaire et droits humains, au sein de l'Observatoire international des impacts sociétaux de l'intelligence artificielle et du numérique ([OBVIA](#)).

Enfin, Karine Gentelet est fortement engagée dans la promotion et la défense des droits de la personne auprès d'[Amnesty International](#) depuis 2007.

À propos du partenariat tri-partite :

L'École normale supérieure, la fondation Abeona et l'OBVIA ont signé un partenariat d'une durée de trois ans pour avancer les recherches en intelligence artificielle, en justice sociale, en invitant chaque année un.e expert.e en IA et ses impacts sociologiques, éthiques et scientifiques. La chaire se concentrera sur l'IA et la justice sociale sous le prisme de l'équité, de la diversité et de l'inclusion (EDI). Cette entente s'inscrit dans le cadre d'une collaboration scientifique internationale entre la France et le Québec. Elle a été signée en présence de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie et ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, Mme Nadine Girault, et le Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances et du ministre de l'Action et des Comptes publics, chargé du Numérique, M. Cédric O.

[L'École normale supérieure](#) est un établissement d'enseignement supérieur et de recherche de niveau mondial formant plus de 2000 étudiants, dont 600 doctorants et 200 post-doctorants, aux carrières de la recherche scientifique, de l'enseignement supérieur et secondaire, ainsi qu'au service des administrations de l'État, des collectivités territoriales, des établissements publics et des entreprises. Largement ouverte à l'international, forte de 15 départements, 31 unités de recherche et de plus d'une centaine d'équipes de recherche couvrant l'essentiel des disciplines, des humanités et des sciences sociales aux sciences de la vie et de la matière, l'École normale supérieure est régulièrement distinguée et compte aujourd'hui 14 prix Nobel et 10 médailles Fields. L'ENS a la volonté de développer des partenariats avec des institutions menant des activités en faveur de l'égalité des chances et est membre fondateur de l'Université PSL.

[La fondation ENS](#), reconnue d'utilité publique, a pour but de développer et de soutenir les activités de recherche et de formation de l'École normale supérieure et de ses partenaires notamment avec la fondation de coopération scientifique dite Paris Sciences et Lettres (PSL) dont l'ENS est membre fondateur, de renforcer leurs relations avec les entreprises et de contribuer à leur rayonnement international.

[La Fondation Abeona](#) parraine des recherches visant à promouvoir l'équité et la justice en intelligence artificielle. Elle rassemble des chefs d'entreprise, des instituts de recherche, des décideurs publics et des spécialistes des données pour faire progresser les meilleures pratiques et sensibiliser la société aux risques et aux opportunités créés par l'innovation en science des données, algorithmique et apprentissage automatique.

[L'OBVIA](#) regroupe plus de 220 chercheurs québécois et plus de 125 partenaires à travers le monde. D'abord piloté par l'Université Laval et avec le soutien des Fonds de recherche du Québec, il a pour mission de soulever des enjeux cruciaux et d'identifier des solutions plausibles aux problèmes et opportunités posés par les développements de l'IA et du numérique au Québec et ailleurs dans le monde. Ces travaux permettent d'alimenter la réflexion des citoyens et des autorités publiques sur les impacts sociétaux des technologies

et du numérique sur la santé, mais aussi sur l'économie, la politique et la culture des générations actuelles et futures.

English

Karine Gentelet, new holder of the Abeona – ENS-PSL - OBVIA Chair

AI and Social Justice

Quebec, September 9th, 2020. - Fondation Abeona - École normale supérieure (ENS) - International Observatory on the Societal Impacts of AI and Digital Technology (OBVIA) have the pleasure to present the promising winner, Professor Karine Gentelet, as the new Chair in AI and justice for 2020-2021, succeeding Professor Kate Crawford of AI Now Institute, in New York. The chair invites a guest professor for a year to conduct research in AI and social justice and interact with researchers from Paris and Quebec ecosystems in the AI, Humanities and Social sciences and Health fields and organize seminars and public events.

The research project

Social justice and artificial intelligence: citizen governance to reverse invisibility in algorithms and discrimination in their uses

Inequitable power relations are the product of the imposition of dominant hegemonic structures or historical processes of colonization. Little research focuses on the uses, strategies and solutions advanced by groups, communities and individuals affected by digital technologies. However, these users have needs or concerns regarding the uses and deployment of AI technologies that are most likely very different from state institutions and private actors.

Their participation in governance has become essential from a democratic perspective. Their participation is also fundamental to limit and control the biases and discriminations related to AI technologies from their design to their use. However, and very often, the standpoint of these analyzes focuses on the effects (negative or positive), but rarely on the modalities of their participation or their inclusion in the modes of data governance, technologies and their uses. Nonetheless, they all express the need, even the urgency, to be not only consulted, but included in the modes of governance since they are, in essence, the first to be affected by these technologies developed and implemented without their expertise and their experiential knowledge. The current challenges are therefore to implement adequate processes of citizen data governance, algorithms and regulation modes of their uses. In a world which increasingly relies on AI and digital technologies, this citizen governance is a major social justice issue.

The research will take place in a context of a pandemic which cannot be ignored given the impact on the dynamics of social interactions, democratic life, fundamental rights, and obviously the omnipresence of AI technologies to support decision making. In addition, the post-COVID-19 global social, health and economic crisis looming in the coming years will mean the use of technologies is likely to increase, either to facilitate democratic

interactions or to achieve monetary savings. In this sense, we should expect an acceleration of the dematerialization of social and political interactions and the datafication of society. It thus appears even more important to have a reflection on the modalities for a citizen participation in data governance, artificial intelligence systems and the use of these technologies at local and global levels.

About Karine Gentelet

Karine Gentelet, Ph.D, is an Associate Professor of Sociology within the Department of Social Sciences at the [Université du Québec en Outaouais](#) and will be a visiting professor at Université Laval. Her research interests and publications focus on recognition of human rights of Indigenous Peoples, uses of digital technology and artificial intelligence for social justice, ethics of research in an indigenous context and the social responsibility of researchers.



Karine Gentelet is a researcher at Université Laval's [Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones](#) (CIERA), at the [Cyberjustice Laboratory](#) where she is leading a research project on the empowerment of marginalized populations with artificial intelligence. She is also co-responsible of the International Relations, Humanitarian Action and Human rights research theme at the International Observatory on the societal impacts of AI and digital technology ([OBVIA](#)). Finally, Karine Gentelet has been strongly committed to the promotion and defense of human rights with [Amnesty International](#) since 2007.

About the partnership

École normale supérieure ([ENS](#)), Fondation Abeona and OBVIA have signed a 3-year partnership to advance research in AI in justice by inviting each year a personality expert in artificial intelligence and its sociological, ethical and scientific impacts. The chair is to focus on AI and social justice under the prism of equity, diversity and inclusion (EDI). This agreement is part of international scientific collaboration between France and Quebec and was signed in the presence of Nadine Girault, Quebec Minister for International Relations and the Francophonie and Minister for Immigration, Francization and Integration, and Cédric O, Secretary of State to the Minister for the Economy and Finance and the Minister for Action and Public Accounts.

[The École normale supérieure](#) is a world-class higher education and research institution that trains more than 2000 students, including 600 doctoral and 200 post-doctoral students, in careers in scientific research, higher and secondary education, as well as in the service of state administrations, local authorities, public institutions and companies. International, with 15 departments, 31 research units and more than a hundred research teams covering

most disciplines, from humanities and social sciences to life and material sciences, the École normale supérieure is regularly awarded and now counts 14 Nobel Prizes and 10 Fields medals. ENS is committed to developing partnerships with institutions involved in equal opportunities activities and is a founding member of the PSL University.

The [ENS foundation](#), recognized as being of public utility, is to develop and support the research and training activities of the École normale supérieure and its partners, in particular with the Paris Sciences and Lettres (PSL) scientific cooperation foundation of which the ENS is a founding member, to strengthen their relations with companies and to contribute to their international influence.

The [Fondation Abeona](#) sponsors research to promote equity and fairness in artificial intelligence. We bring together business leaders, research institutions, policy makers and data scientists to advance best practices and raise awareness about risks and opportunities created by innovation in data science, algorithmics and machine learning.

First lead by Université Laval and with the support of Fonds de recherche du Québec (FRQ), [OBVIA](#) is an open research network that brings together the expertise of more than 200 researchers in Humanities and Social Sciences, Health, and Science and Engineering. It is also an open space for discussion and reflection for all stakeholders in the development and use of AI and digital technology. Centred around a critical interrogation of technological innovations, the Observatory's mission is to address crucial issues and identify plausible solutions for the problems and opportunities stemming from the rise of AI and digital technology in Quebec and elsewhere in the world.

- 30 -

Source et informations:

Laetitia Dupouy

Chargée des communications

Observatoire international sur les impacts sociétaux de

l'intelligence artificielle et du numérique (OBVIA)

Local 2489, pavillon Charles De-Koninck, Université Laval

laetitia.dupouy@observatoire-ia.ulaval.ca